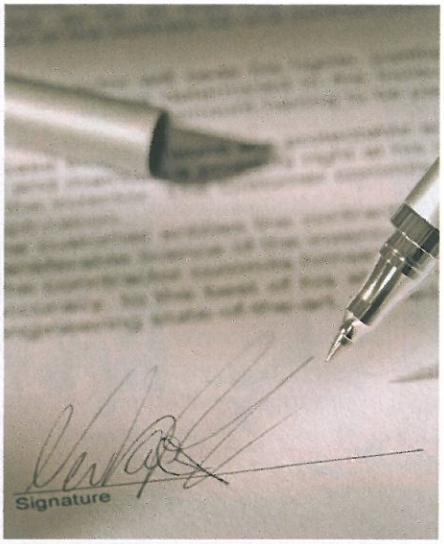


ECONOMIE

56 6 et 7 février 2013: Journées de l'Economie

LEGISLATION & AVIS

74 Mois de la Prévention de l'Arnaque: votre signature peut vous coûter cher

79 La Commission vient au secours du commerce luxembourgeois
80 La fédération des femmes cheffes d'entreprise a élu son nouveau conseil d'administration
82 Les différences, sources d'innovation

GRAND ENTRETIEN

84 "I agree very much with Viviane Reding's statement, – I don't like quotas, but I like what they do – "

INFO ENTREPRISES

86 Le meilleur de la création publicitaire
86 En bref
88 CSR Performance, accompagner les clients dans leur démarche RSE
90 EuroCloud Europe: new headquarters in Luxembourg
90 Enovos Luxembourg et City Mov' lancent le premier service luxembourgeois de car-sharing
91 Belle performance pour ING Luxembourg
92 Editus obtient la labellisation SuperDrecksKëscht

Tourisme

94 L'ONT au diapason: les actions de sensibilisation pour 2013

LES 100 VISAGES DE LA CDC 96

Editeur:
Chambre de Commerce
du Grand-Duché de Luxembourg
7, rue Alcide de Gasperi
L-2981 Luxembourg
Tél.: 42 39 39-1
Fax: 43 83 26
E-mail: merkur@cc.lu
homepage: www.cc.lu

Paraît 10 fois par an
Tirage: 35.000 exemplaires
Reproduction autorisée
avec mention de la source.
Copie à l'éditeur
Rédaction:
Patrick Ernzer, rédacteur en chef
Marie-Hélène Trouillez
Corinne Briault, Edouard Lehr

Mise en page et impression:
Imprimerie Centrale S.A.
Conception graphique:
rose de claire, design.
Couverture:
lola
Crédit photographique:
MEV Verlag, EU, SIP,
ONT Luxembourg, M-H. Trouillez

Publicité:
Imprimerie Centrale
Service Régie, Bureaux:
15, rue du Commerce
L-1351 Luxembourg
Tél.: (+352) 40 36 10-1
Fax: (+352) 40 36 10-228
E-mail: regie@ic.lu
www.ic.lu

Les articles publiés et signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas forcément l'opinion de la Chambre de Commerce, qui ne peut donner aucune garantie expresse ou implicite sur l'exactitude, l'exhaustivité, la véracité, l'actualité, la pertinence ou la fiabilité des informations figurant dans le Merkur.

(de g. à d.) Romain Bausch (directeur général et président du Comité de direction SES), Charles-Louis Ackermann (président Accumalux Group), Michèle Detaille (administrateur délégué No-Nail Boxes et Codipro), Jeannot Krecké (ancien ministre de l'Economie et du Commerce extérieur; Consultant d'entreprise à l'international), Claude Strasser (directeur général P&T Luxembourg), Boris Pfeiffer (directeur général Kabam Europe), René Winkin (secrétaire général Fedil)

Crise en Europe et au Luxembourg: analyses et opportunités

Economistes, entrepreneurs et représentants des pouvoirs publics réunis pour la 7e édition des Journées de l'Economie

Les 6 et 7 février 2013, les Journées de l'Economie, initiées par le ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg et la Fedil, en collaboration avec PwC, ont rassemblé près de 500 personnes à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg. Cette septième édition, dont les droits d'inscription ont été reversés intégralement au profit de l'A.s.b.l. Jonk Entrepreneuren, a réuni entrepreneurs, acteurs politiques et économistes pour débattre de «la crise en Europe et au Luxembourg: analyses et opportunités».

La première demi-journée, axée sur l'analyse de la situation économique au Luxembourg, a permis aux acteurs économiques de s'exprimer sur l'état du pays après cinq années de crise: analyse de la situation actuelle, identification des enjeux et des menaces, propositions d'actions. Le jeudi 7 février au matin, une mise en perspective européenne de la situation luxembourgeoise a été proposée au travers d'un débat sur la crise de la dette en Europe par deux économistes de renom, Hans-Werner Sinn et Christian de Boissieu.

La crise économique au Luxembourg: point de vue des dirigeants sur les défis et les opportunités

La crise économique au Luxembourg, qui s'est traduite par une croissance nulle au cours des cinq dernières années, s'ex-

plique en partie par la crise financière de 2008, mais également par de multiples constats tels que révolution numérique, entrée et impact économique de 12 nouveaux pays dans l'Union européenne en 2004 et 2007 et globalisation des marchés avec le renforcement de la position de la Chine. «Nous devons nous montrer plus offensifs. Il faut aller chercher la croissance où elle se trouve et faire revenir au Luxembourg les entreprises qui ont quitté le pays», a expliqué Etienne Schneider, ministre de l'Economie et du Commerce extérieur. Les entreprises, qui se sont adaptées rapidement et ont développé leurs activités dans les pays émergents, ont maintenu voire renforcé leur positionnement. «Aujourd'hui, notre regard ne doit pas se porter que sur l'Europe», a ajouté Romain Bausch, directeur général et président du Comité de direction, SES.

Le contexte va continuer d'évoluer rapidement; le Luxembourg doit donc mettre en place les actions nécessaires pour répondre à ces défis. «Le Luxembourg sortira de la crise par le haut. Trois entrepreneurs sur quatre sont non-Luxembourgeois. C'est un atout pour notre pays qui est un véritable laboratoire européen. Les investisseurs viennent au Luxembourg pour sa fiabilité et la prévisibilité de son cadre légal et fiscal» a affirmé Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce. D'autres enjeux ont également été abordés: développer la productivité, assurer une gouvernance économique, renforcer la situation énergétique du Luxembourg et améliorer l'indépendance financière. Malgré tout, ces points ne doivent pas dissimuler d'autres problématiques telles que l'accessibilité au logement (dont le prix est trop élevé) et la nécessité d'infrastructures de transport adaptées pour faciliter la mobilité des travailleurs.

Une attention particulière a été portée au thème de l'éducation et de la formation. L'ensemble des intervenants s'est entendu sur le rapprochement entre formation et entreprises. «Il est primordial d'améliorer l'apprentissage entrepreneurial dès le plus jeune âge afin de garantir la création de Petites et Moyennes Entreprises (PME) au cours des prochaines années», a souligné Françoise Hetto-Gaasch, ministre des Classes moyennes et du Tourisme

Michel Wurth, président de l'UEL

Hans-Werner Sinn, président de l'ifo Institut de Munich

L'édition 2013 des Journées de l'économie a réuni près de 500 participants: entrepreneurs, acteurs politiques et économistes

Christian de Boissieu, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne et au Collège d'Europe à Bruges, ancien président du Conseil d'Analyse Economique (2003-2012) et membre du collège de l'AMF et l'économiste Luc Henzig

Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce; Françoise Hetto-Gaasch, ministre des Classes moyennes et du Tourisme et ministre de l'Egalité des chances; Jeannot Krecké, ancien ministre de l'Economie et du Commerce extérieur qui a animé une table ronde avec des entrepreneurs luxembourgeois et Didier Mouget, Managing Partner, PwC Luxembourg

et ministre de l'Egalité des chances. La ministre a également mentionné l'importance de l'accès au financement et au microcrédit. La création de PME doit être encouragée par un allègement des charges règlementaires.

La crise au Luxembourg et dans la zone euro: analyse comparée

Alors que le Luxembourg se distinguait du reste de la zone euro, le pays se retrouve aujourd'hui au milieu du peloton en termes de prévisions de croissance économique. Les questions de la soutenabilité des finances publiques, de la transformation du tissu industriel et de l'emploi sont des enjeux majeurs à aborder.

«Il existe des raisons d'espérer: la stabilité financière est maintenue et le pays reste attractif notamment pour les pays émergents qui tirent la croissance mondiale. En outre, le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication et de la logistique donnent des atouts au Luxembourg pour faire la différence», a affirmé Didier Mouget, Managing Partner, PwC Luxembourg.

Dans une période où il est nécessaire de se poser les questions justes pour préparer l'avenir, Michel Wurth, président de l'UEL, a présenté «2030. lu- Ambition pour le futur», une initiative citoyenne sur la vision du Luxembourg pour renforcer l'Attractivité, la Compétitivité et l'Efficacité. «La situation actuelle est acceptable mais de nombreux défis se posent. Nous avons identifié cinq axes essentiels: qualité de vie, diversité, solidarité, indépendance financière et productivité. Ce diagnostic sera complété par une consultation large et ouverte via un portail d'échanges et se conclura par la publication d'un manifeste en automne 2013», a indiqué Michel Wurth.

Regards croisés franco-allemands sur l'avenir de l'Europe

La deuxième demi-journée fut aussi l'occasion pour le Pr. Dr. Dres. h.c. Hans-Werner Sinn, directeur du célèbre institut allemand Ifo, et Christian de Boissieu, professeur d'économie, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, d'exposer leur différent point de vue sur l'avenir de la zone euro. Le Pr. Dr. Dres. h.c. Sinn est revenu sur la genèse de la crise de la zone euro avant de présenter ses propositions qui contrastent nettement avec la gestion actuelle de la crise. «La crise vient d'une abondance excessive de crédits dans les pays du sud de la zone euro. Cet excès a généré une inflation démesurée au Portugal, en Grèce ou encore en Espagne. Le résultat est qu'aujourd'hui ces pays souffrent d'un manque de compétitivité significatif par rapport à des pays comme l'Allemagne. Après la crise des sub-primes aux Etats-Unis, les investisseurs privés ont refusé de continuer à financer les dettes des pays considérés à risque dans la zone euro, ceux-ci n'ont dès lors plus su les financer. C'est ainsi que la crise de la zone euro a démarré», a expliqué Pr. Dr. Dres. h.c. Hans-Werner Sinn. Selon le Pr. Dr. Dres. h.c. Hans-Werner Sinn, la Banque centrale européenne (BCE) a évincé le financement privé. Celle-ci est intervenue de façon croissante jusqu'à acheter elle-même des titres de dette des pays en crise. «La BCE outrepasse ses prérogatives. Elle réalloue la richesse des pays du Nord comme le Luxembourg, l'Allemagne et la Finlande vers les pays du Sud. Il n'y a que deux voies possibles pour restaurer la compétitivité des pays du sud de l'Europe sans provoquer une poussée inflationniste dans les pays du centre de la zone euro: soit les pays affectés sortent de l'union monétaire et dévaluent leurs nouvelles monnaies, soit ils y restent et acceptent de baisser leurs prix. Seule la sortie de l'euro peut être considérée comme une réponse viable. Plus nous attendons, plus les dettes de tous les pays en crise et les pertes des pays du centre de l'Europe augmentent», a-t-il ajouté.

Christian de Boissieu a modéré le discours tranché de son confrère, rappelant d'abord que l'euro n'est pas en crise. La monnaie européenne ne s'est pas dépréciée. Au contraire, elle reste la seconde monnaie de réserve internationale et l'Asie continue à détenir ses réserves en euro. Même s'il s'est accordé sur le fait que la zone euro n'est pas une zone monétaire optimale et que des problèmes de convergence réelle persistent entre les membres de la zone, la priorité devrait être donnée à la mobilité du travail afin de donner plus de flexibilité à la zone euro. Une deuxième mesure devrait être de reformer le traité de Maastricht afin de ne pas contrôler seulement le niveau d'endettement des Etats mais aussi la dette privée. Pour Christian de Boissieu, la sortie de certains pays du sud, comme la Grèce ou le Portugal, de la zone euro n'est pas une bonne solution: «En quittant la zone euro, l'Etat, les entreprises et les ménages devraient rembourser leurs dettes libellées en euro; or la dévaluation de leur monnaie va automatiquement augmenter la charge de la dette, et ce dans des proportions insoutenables si la dévaluation atteint les 50 % comme préconisée par Hans-Werner Sinn. Au final: chute du pouvoir d'achat, récession et taux prohibi-

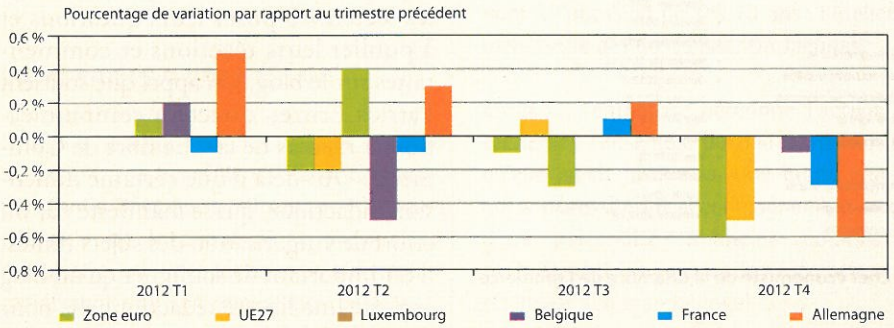
tifs sur le marché de la dette». La reprise durable de l'économie européenne se fera uniquement via une croissance durable de ces pays. Dans un environnement mondial compétitif, l'UE doit rester ouverte aux marchés et surveiller sa production industrielle, moins concurrentielle de par ses exigences en terme de standards sociaux et environnementaux. Le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, Etienne Schneider, a clôturé ces Journées de l'Economie en soulignant: «2012 a été une période de restructuration pour le Luxembourg. Si les réformes tiennent leur promesse en 2014, le redressement sera plus net. Le pays doit changer s'il veut rester ce qu'il est, et croyez-moi, il va changer.»

Photos: 2013 Pricewaterhouse-Coopers, Société coopérative. Tous droits réservés. Communiqué par PwC

Eurostat

La **zone euro s'enfonce** dans la récession

Evolution du PIB en volume basée sur des données corrigées des variations saisonnières



Au cours du quatrième trimestre 2012, le PIB a baissé de 0,6 % dans la zone euro (ZE17) et de 0,5 % dans l'UE27 par rapport au trimestre précédent, selon les estimations rapides publiées par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Au cours du troisième trimestre 2012, les taux de croissance avaient été respectivement de -0,1 % et +0,1 %.

En comparaison avec le même trimestre de l'année précédente, le PIB corrigé des variations saisonnières a enregistré une baisse de 0,9 % dans la zone euro et de 0,6 % dans l'UE27 au cours du quatrième trimestre 2012, contre respectivement -0,6 % et -0,4 % au trimestre précédent.

Au cours du quatrième trimestre 2012, le PIB des Etats-Unis a été stable par rapport au trimestre précédent (après +0,8 % au troisième trimestre 2012). Par rapport au même trimestre de l'année précédente, le PIB des Etats-Unis a augmenté de 1,5 % (après +2,6 % au trimestre précédent).

Sur l'ensemble de l'année 2012, le PIB de la zone euro a diminué de 0,5 % et celui de l'UE27 de 0,3 %.

Le graphique ci-dessus montre l'évolution économique récente au Luxembourg, dans ses trois pays voisins, ainsi qu'en moyenne de la zone euro. En ce qui concerne le Luxembourg, les données relatives au quatrième trimestre ne sont pas encore disponibles. Au troisième trimestre 2012, le PIB luxembourgeois a accusé un repli de -0,3 % par rapport au deuxième trimestre 2012. Il s'avère que, dans le groupe de comparaison, constitué par les moyennes européenne, celle de la zone euro, ainsi que des trois pays limitrophes, le Luxembourg a enregistré l'évolution la plus défavorable.